



Notre premier métier est d'être étudiant·e ? Les étudiant·e·s jobistes de LLN sont en galère, on en a marre d'être précaires !

L'année dernière, l'AGL – Assemblée Générale des étudiant·e·s de Louvain a activement participé à une enquête de la FEF – Fédération des Étudiant·e·s Francophones, qui a concerné plus de 3.000 étudiant·e·s issu·e·s de l'enseignement supérieur en Fédération Wallonie – Bruxelles. L'actualité récente, qui a mis en lumière des conditions de travail déplorables pour les étudiant·e·s à Louvain-la-Neuve, nous donne l'occasion de dresser un panorama de la situation du job étudiant.

Besoin d'argent pour financer ses études, la démocratisation de la précarité

Tandis que 47,13% des étudiant·e·s de l'enseignement supérieur francophone jobent, un·e sur deux le fait pour financer ses études. Plus précisément, 10,3% des répondant·e·s affirment travailler uniquement pour pouvoir payer les frais liés à leur cursus. Derrière ces données statistiques se cache une réalité bien concrète, celle de la précarité, et de la précarisation croissante, du public étudiant en FWB. Cela s'observe notamment par la multiplication par 7,4 en 15 ans du nombre d'étudiant·e·s devant recourir au revenu d'intégration sociale des CPAS; ou par la quantité croissante de demandes d'allocations d'étude, alors que les octrois, eux, stagnent.

Difficile d'allier les études et le job

Un·e étudiant·e jobiste sur quatre affirme que son job le·la pénalise dans ses études. La première raison réside dans le fait que 55% de ces étudiant·e·s doivent travailler pendant l'année académique, provoquant des conséquences directes sur leur horaire d'étude. L'équilibre entre ces horaires est souvent au cœur des difficultés rencontrées. En effet, 32% des jobistes reçoivent leur horaire moins d'une semaine à l'avance, et 6% le reçoit moins de 24h à l'avance, ce qui rend impossible l'organisation de son temps.

Tandis que les discours officiels mettent régulièrement en avant les « vertus » du job, ainsi que la fameuse « valeur travail », 35% des étudiant·e·s sondé·e·s affirment ne pas avoir un job épanouissant, tant du point de vue personnel que professionnel. Or, les répercussions négatives peuvent être nombreuses : outre les conséquences sur les études, citons l'augmentation de la distraction, le manque de sommeil, le burn-out.

Maltraitance des étudiant·e·s jobistes

L'actualité récente a mis en lumière de nombreux témoignages d'étudiant·e·s devant travailler dans des conditions inacceptables ou étant trompé·e·s par leur employeur·euse qui profitent bien trop souvent de leur inexpérience de jeune travailleur·euse. En réalité, 24,4% des étudiant·e·s sondé·e·s expliquent être lésés à cause du manque de protection dont ils·elles bénéficient. Ceci s'explique par l'état du marché de l'emploi. En effet, il y a toujours plus d'étudiant·e·s souhaitant jober, alors que le nombre d'employeur·euse·s ne connaît pas la même hausse. Les employeur·euse·s ont donc le marché entre leurs mains et peuvent s'en servir à leur avantage.

Nos vœux pour l'année 2018

Nous réclamons davantage des considération et protection pour les jobistes et pour les étudiant·e·s en général. Pour cela, un sursaut des autorités politiques et académiques est nécessaire. Rappelons que la Belgique s'est engagée, par le Pacte de New-York, de tendre vers la gratuité de l'enseignement, mais, non content de respecter ses engagements, la FWB prend le chemin opposé. Derrière sa façade d'accessibilité et d'ascenseur social, l'enseignement supérieur n'est actuellement que l'outil de reproduction des inégalités sociales. En attendant, nous rappelons que l'AGL reste au service des étudiant·e·s pour les aider dans leurs démarches pour faire valoir leurs droits.